

Palestine - Solidarité

<http://www.palestine-solidarite.org>

L'information est une arme au service de la paix. Sa diffusion est un acte de résistance

Dénoncer ne suffit plus, il faut expliquer, informer, transmettre

Les médias occidentaux dans leurs larges majorité ont de tout temps accepté les versions de l'armée israélienne et fermant les oreilles aux autres sources

Les informations contenues dans ce journal sont obtenues par la lecture journalière des journaux en ligne (Afp- ats - Ap - Reuters, XINHUANET) ainsi que les sources d'informations de la résistance

Journal de Palestine

Spécial dossier

N° 209 du 30.12

Par M. Lemaire

Ps : Avant de vous lancer dans la lecture du journal, noter ceci:: Ne soyez pas surpris d'entendre Sharon & consort parler de résistants, en lieu & place de terroristes : j'ai programmé mon ordinateur dans ce sens.

2 Ps : L'ordinateur ne corrige pas lorsque je parle d'action terroriste des occupants.

Vous retrouverez ce journal

sur mon blog : journal-palestine.blogspot.com ; <http://journal-palestine.blogspot.com>

et

a) sur le site : www.palestine-solidarite.org à cette adresse :

http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_Palestiniens.htm

ainsi que

b) dans la rubrique "Le journal des Palestiniens" sur le site "Palestine, le secret dévoilé" :

<http://www.palestinefr.net/jop.php>.

c) Le "Journal des Palestiniens " est également visible sur le site <http://www.aredam.net/> rubrique 14

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Le signe # veut dire : important (à nos yeux)

1 Les brèves

1-1 Ha'aretz : Les propos anti-arabes sont passibles de poursuites.

1-2 De Marianne Blume : Rice à Lieberman: étranglez le Hamas!

1-3 Israël empoisonne les Palestiniens

2 Dossier

2-1 Point de vue de Kim Petersen : La malfeasance de la collaboration.

2-2 Point de vue de John V. Whitbeck : Au sujet du "droit d'Israël d'exister".

2-3 Point de vue de Abed Charef : L'Irak en Palestine.

2-4 Point de vue de Khalid Amayreh : La scandaleuse ingérence US en Palestine.

3 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net

3-1 Meron Benvenisti : Les temples de l'occupation.

3-2 Lettre du Parti communiste de Grèce à tous les députés du Parlement grec : L'idéologie bourgeoise.

1 Les brèves

Ndlr : PS : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

Marc

1-1 Ha'aretz : Les propos anti-arabes sont passibles de poursuites.

Le procureur général Menahem Mazouz a averti jeudi le député Effie Eitam (Union nationale, extrême droite) qu'il pourrait se voir poursuivre s'il répétait son appel à expulser la grande majorité des Palestiniens et Cisjordanie et à interdire aux Arabes israéliens de participer à la politique israélienne.

Dans une lettre adressée au député par le vice procureur, il est précisé à Eitam : "Le procureur général est arrivé à la conclusion que ces propos sont passibles de poursuites. Toutefois, malgré la gravité de cette affaire, le procureur général que pour le moment, aucune enquête ne serait engagée. Le procureur m'a demandé de vous aviser que si de tels propos se reproduisaient, une procédure criminelle serait engagée contre vous."

Effie Eitam, leader de la branche religieuse sioniste du parti Union nationale, avait déclaré le 10 septembre lors d'une commémoration dans la colonie de Cisjordanie d'Eli : "La grande majorité des Arabes de Cisjordanie doit être expulsée Tous ces Arabes ne peuvent pas rester ici et l'on ne peut pas renoncer à ce territoire. La plupart d'entre eux devront partir."

Concernant les Arabes israéliens, Effie Eitam avait déclaré : "Il nous faudra prendre une autre décision : interdire aux Arabes israéliens de participer au système politique. Là aussi, c'est très simple. Nous avons nourri une cinquième colonne, un groupe de traîtres au sens propre, et en conséquence, nous ne pouvons pas permettre une présence aussi hostile et aussi prégnante dans le système politique israélien."

Le bureau d'Effie Eitam a déclaré en réaction : "La position du procureur général est étrange et frise la tentative de limiter la liberté d'expression. Le procureur ferait mieux d'enquêter sur les députés arabes qui se sont rendus dans des pays ennemis en temps de guerre et exprimé leur soutien et leur solidarité aux actes terroristes contre des citoyens israéliens."

Le député Avshalom Vilan (Meretz, gauche) a qualifié l'avertissement de Mazouz de "carton jaune" aux propos racistes. Il a ajouté qu'à l'avenir, les hommes politiques seraient prévenus que des propos racistes sont passibles de poursuites criminelles.

<http://www.haaretz.com/hasen/spages/807022.html>

Ha'aretz, 28 décembre 2006

Trad. : Gérard pour La Paix Maintenant

1-2 De Marianne Blume : Rice à Lieberman: étranglez le Hamas!

"Il faut étrangler le Hamas": cette déclaration provient de la bouche même de la Secrétaire d'Etat américaine, Condoleezza Rice. Rice a tenu ces propos lors d'une rencontre tenue secrète il y a trois semaines avec le ministre des Affaires stratégiques, Avigdor Lieberman.

Selon des sources haut placées à Jérusalem, Lieberman aurait entendu des propos très directs contre le Hamas de la part de la secrétaire d'Etat et des informations inquiétantes en provenance des services secrets américains. jeudi 28 décembre 2006 -

7 Tevet 5767

De www.a7fr.com

1-3 Israël empoisonne les Palestiniens.

Le Ministre de l'environnement pour la Palestine, Territoires Occupés, Youssef Abou Soufia a participé à la conférence des ministres de l'environnement arabes ce jeudi 21 décembre à Alger. En marge des séances plénières, Abou Soufia a accusé le gouvernement de l'Occupation de recourir à des armes chimiques bannies par les Conventions Internationales et à de l'uranium appauvri dans les Territoires.

Des quantités importantes de produits et de déchets chimiques dangereux sont transportés dans les Territoires qui fait office de dépotoir pour produits toxiques sans précaution aucune avec un risque très sérieux de pollution des eaux des nappes phréatiques.

En 6 années, deux millions d'arbres ont été arrachés par les occupants, dont 500 000 oliviers. Israël refuse que la Commission pour le programme environnemental de l'ONU et que des membres

de l'Agence Internationale pour l'Énergie Atomique accèdent aux Territoires pour contrôler et vérifier ces faits.

22-12

<http://www.convergencesdescauses.com/breves/internationale/israel-empoisonne-les-palestiniens.html>

2 Dossier

Ndlr : PS : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

2-1 Point de vue de Kim Petersen : La malfaisance de la collaboration.

.Dans certains contextes, la collaboration symbolise le progrès : les gens travaillent ensemble pour un mieux-être. Mais la collaboration a aussi son côté noir, qui est l'anathème des principes progressistes : travailler contre sa propre société. En d'autres mots : trahison et sédition

Dans la société occidentale, ceux qui collaboraient avec l'ennemi étaient condamnés comme traîtres. En Europe, le nom de famille de Vitus Quisling, un Norvégien qui a collaboré avec les Nazis pendant l'occupation de la Norvège, est devenu le synonyme de « traître », de la même manière que celui de Benedict Arnold, loyaliste duplice, signifie « traître » dans la société américaine.

Au Moyen-Orient, deux hommes de premier plan sont en compétition pour une reconnaissance éponyme de traîtres : le **Premier Ministre Fouad Siniora** et le **Président palestinien Mahmoud Abbas**, qui cherchent à solder leurs frères aux sionistes et aux impérialistes.

La trahison de Siniora

Siniora est le "dirigeant" connu pour avoir pleuré en face des dignitaires arabes, pendant que les forces sionistes bombardaient le Liban. Le Premier Ministre-banquier, dont la politique a aidé à endetter lourdement le Liban et à le laisser à la merci des requins néolibéraux comme le Fonds Monétaire International et le Paris Club, attend des recettes de l'administration traîtresse de George Bush aux Etats-Unis (après tout, ce fut la secrétaire d'Etat US Condoleezza Rice qui a lancé des appels au cessez-le-feu, de manière à ce que l'agresseur israélien puisse finir ce qu'il avait commencé).

Le Washington Post parle d'une « aide » de 1 billion de dollars US. Presque 500 millions de cette « aide » sera imputée à « *l'armée et la police libanaises pour aider au renforcement des forces de sécurité, pour aider le gouvernement libanais assiégé* » (1). Le Post ne dit pas pourquoi le régime libanais est assiégé, ni par qui. Le gouvernement libanais est assiégé par son propre peuple (en particulier par une coalition de Maronites et Shi'a), des gens appauvris par les politiques néolibérales et souffrant des ravages de la guerre causés par les pays avec lesquels Siniora fait copain-copain.

Et quelles sont les intentions des régimes donateurs d'aide ? Le Post répond : « *Cela fait partie d'un effort des Etats-Unis, de la France, de l'Arabie Saoudite, des Emirats arabes unis et d'autres pour soutenir les forces de sécurité libanaises de manière à ce qu'elles puissent, si besoin, étendre leur contrôle à tout le pays.* ». Voyons :

Nous vous détruisons de l'intérieur et de l'extérieur, et ensuite **nous** vous envoyons de « l'aide » attachée à une ficelle pour que vous acceptiez de devenir les marionnettes de vos maîtres étrangers. Cela s'appelle un abandon de souveraineté. Le Post ajoute que l'« *aide est aussi destinée à renforcer la main du gouvernement pour contrer l'influence du Hezbollah* ». Hezbollah est la résistance au crédit de laquelle on peut mettre l'expulsion d'Israël du Liban (à part les Fermes de Sheba'a) et d'avoir combattu récemment Israël jusqu'à l'immobiliser. **Renforcer la main du gouvernement libanais sur le Hizbollah équivaut donc à renforcer la poigne impérialiste sur le Hizbollah.**

Le Post est encore plus prédictif : « *Après l'Irak, le Liban est devenu le premier terrain de bataille de l'influence entre les Etats-Unis et l'Iran.* » L'influence sur le Liban fait partie des efforts des US pour redessiner violemment le Moyen Orient. « Aider » avec de desseins géopolitiques plus larges.

Maintenant que l'infrastructure du Liban a été saccagée et les fermes détruites par les bombes, pourquoi toute cette « aide » est-elle destinée à des fusils plutôt qu'à la nourriture et la reconstruction ?

Les Etats-Unis sont le pays qui a donné le feu vert à l'armée sioniste pour dévaster le Liban, qui a empêché les Nations Unies d'agir pour arrêter la violence. Pourquoi le gouvernement libanais collaborerait-il avec une entité si néfaste, qui cherche à miner la société libanaise pour lui-même et ses intérêts clientélistes d'Etat égoïste ?

Le Post cite des "officiels US" qui déclarent que l'Iran viole les résolutions des Nations Unies en faisant de la contrebande d'armes entre le Liban et la Syrie. Les grotesques Nations Unies fournissent le contexte dans lequel les US peuvent introduire des armes au Liban pour armer son régime mandataire, mais faire de même est interdit au Hizbollah.

De plus, les Etats-Unis s'oppose aux pressions du Hizbollah pour des élections qui détermineraient le soutien public au gouvernement Siniora, mais poussent pour une élection en Palestine, dans l'espoir que les Palestiniens affamés se débarrasseront du gouvernement Hamas qui résiste aux sionistes, permettant ainsi aux régimes occidentaux de les nourrir de façon adéquate.

La trahison d'Abbas

Les régimes occidentaux sont tellement déterminés à affamer les Palestiniens que l'argent collecté « légalement » par le Premier Ministre palestinien Ismail Haniyeh a été bloqué au passage de Rafah entre l'Égypte et Gaza. Citant une « *source très bien informée* », United Press International (UPI) (2) rapporte qu'un membre du Fatah, Saeb Erakat, s'était assuré de la complicité de l'Égypte pour boycotter le Hamas. (3)

Le Premier Ministre Hamas revenait avec de l'argent levé pendant son voyage en Iran, au Qatar et au Soudan. Les Israéliens ont demandé au Lieutenant Général Pietro Pistolese, commandant de la Mission d'Assistance aux Frontières de l'Union Européenne – officiers de police et de douane de 17 pays – European Union Border Assistance Mission (EUBAM), de fermer la frontière, et il a accepté.

Selon un porte-parole israélien, **Shlomo Dror**, les Palestiniens « ont promis de faire des efforts pour mettre un terme à la contrebande d'argent ». **Depuis quand un Ministre apportant de l'argent à son gouvernement « fait de la contrebande » ?**

Ce n'était pas de l'armement. Ce n'était pas de la drogue. C'était de l'argent pour un pays dont la population meurt de faim. Quelle sorte de Palestinien ferait une promesse qui aggrave la famine de son propre peuple ?

UPI écrit :

« C'est une confrontation très large. Les Etats-Unis, l'Union Européenne, la Russie et les Nations-Unies, qui forment le Quartet, le Président Mahmoud Abbas du Fatah et Israël, veulent obliger le gouvernement dirigé par le Hamas à renoncer à la violence, accepter Israël et honorer les accords conclus avec lui. Le Hamas islamique refuse de le faire et est sujet à un boycott politique et économique. »

Pourquoi faire allusion à l'affiliation religieuse du Hamas ? Pourquoi cet article est si orienté ? Pourquoi n'est-il pratiquement jamais fait mention que la Palestine veut obliger le gouvernement dirigé par les sionistes à renoncer à la violence, accepter la Palestine et honorer les accords conclus avec elle – et que le parti juif Kadima refuse de le faire ?

Le gouvernement de la Palestine dirigé par le Hamas se retrouve confronté à plusieurs régimes occidentaux qui ont gelé « leur aide ». A part la promesse de rendre 100 millions de dollars de taxes palestiniennes, Israël a gelé tout transfert. **Mais Israël n'a aucun droit de geler les transferts** ; en fait, Israël, en tant que puissance occupante, est « légalement » (pas la peine de faire appel à la morale dans le cas de l'Etat sioniste) responsable des besoins du peuple qu'il occupe.

A cause du boycott financier, le Hamas a été forcé à faire rentrer de l'argent liquide (estimé à 60 millions de dollars par Pistolese) par Rafah. Ainsi, pendant qu'Haniyeh était à la recherche d'argent pour nourrir son peuple, Abbas et sa coterie cherchaient les moyens de bloquer cette action destinée à la famine.

Et la démarche vient d'Abbas.

Comme le révèle UPI :

"Les hommes du Président Abbas contrôlent le passage de Rafah. Toutefois, il n'y a aucune loi palestinienne qui interdise d'apporter de l'argent par cette voie. L'importateur doit seulement le déclarer. L'employé de l'EUBAM dit que la loi appliquée au passage est une loi palestinienne. Et les Palestiniens n'ont pas non plus violé la loi égyptienne, puisque l'argent ne venait pas d'Égypte mais avait juste traversé le pays."

Le Président Abbas est cité : *"Nous avons entendu dire qu'il (Haniyeh) a des fonds pour faire de la contrebande dans le pays ; nous disons ici que nous avons besoin d'argent, mais pas de l'argent de la contrebande. »*

Que veut dire Abbas ? Comme l'a clairement expliqué UPI, aucune loi n'a été violée en tentant de faire entrer de l'argent en Palestine. Il n'y a donc eu aucune contrebande ! Comment Abbas peut-il se mettre à genou devant les diktats sionistes lorsque ses propres frères ont faim ?

Le rejet des collaborateurs

En masse, le peuple libanais cherche à renverser le gouvernement collaborationniste de Sionora. Les oppositions transcendent les affiliations religieuses (4). Les intérêts impérialistes et sionistes soutiennent le régime de Sionora.

Au Liban, les gens dénoncent la collaboration de Sionora. En Palestine, la situation a tourné à la violence. Le régime US a poussé à la confrontation Hamas-Fatah pour obtenir l'accord du Congrès sur les 100 millions de dollars destinés à la garde présidentielle d'Abbas.

En Palestine, *"une profonde insatisfaction" au sujet du Parti Fatah d'Abbas – "sa corruption, son inefficacité, son manque de résultats dans la réalisation des buts nationaux des Palestiniens pour leur indépendance et un règlement juste avec Israël" – ont vu le Hamas l'emporter d'une victoire claire (5).*

La volonté démocratique des Palestiniens a été coincée par les machinations occidentales qui ont plongé les Palestiniens dans plus de pauvreté. Avec comme toile de fond cette manœuvre d'extorsion, Abbas, soutenu par ses amis impérialistes sionistes, tente un nouvel essai de victoire électorale.

En clair : « **Votez pour le Fatah et mangez** » ou « **Votez pour le Hamas et crevez de faim** ».

Le choix revient au peuple. Mais des choix soumis au peuple dans des circonstances répressives ne peuvent pas

prétendre à la démocratie. Les interférences sionistes-impérialistes sont de retour pour les mordre.

Le Hamas, après tout, est une création sioniste (6) et le poste de Premier Ministre palestinien est le résultat des tentatives US pour réduire le pouvoir politique de Yasser Arafat.

Depuis des décennies, les Palestiniens incarnent le courage du héros révolutionnaire mexicain Emiliano Zapata, qui déclarait : « *Je préfère mourir debout que vivre à genoux.* »

Les sionistes-impérialistes ne devraient pas être surpris que le peuple palestinien, qui souffre, résiste et reste debout depuis si longtemps, même face à une élection à la vie-à la mort, rejette encore la puanteur de la collaboration – nourriture ou pas.

Kim Petersen > kim@dissidentvoice.org

Kim Petersen, co-éditeur de Dissident Voice, vit en République de Corée.

Palestine - 28-12-2006

Notes de lecture :

[1] Robin Wright, "U.S. Readies Security Aid Package To Help Lebanon Counter Hezbollah," Washington Post, 22 Décembre 2006.

[2] UPI appartient à News World Communications, qui appartient à un mouvement religieux anti-communiste, de tendance droite dure, appelé «Unification Church » dirigé par le Reverend Moon Sun Myung.

[3] Joshua Brilliant, "Analysis: Can Hamas be reined-in?" United Press International, 21 Décembre 2006.

[4] Pakinam Amer, "Lebanon's faiths mingle at Christmas Eve rally," m&c news, 25 Décembre 2006. Un Chrétien, Hoda al-Farjiya, ext cité : "Par le passé, nous avons l'habitude de dire : Il est Chrétien, il est Musulman. Maintenant, nous nous tenons tous ensemble et nous disons : La religion est pour Dieu et le Liban pour chacun. ».

[5] Q&A, "Hamas election victory," BBC News, 26 Janvier 2006.

(6) Ndt. A ce sujet, lire l'interview de Khaled Meshaal, qui qualifie cette assertion de "bobard"

Source : Dissident Voice

Traduction : MR pour ISM

2-2 Point de vue de John V. Whitbeck : Au sujet du "droit d'Israël d'exister" -

Ce qui est demandé est un jugement moral

Maintenant qu'une guerre civile, recherchée depuis longtemps par Israël, les Etats-Unis et l'Union Européenne, est sur le point d'éclater, il est temps d'examiner la justification mise en avant par Israël, les Etats-Unis et l'Union Européenne de la punition collective infligée au peuple palestinien en représailles à son "mauvais" choix lors des élections démocratiques de janvier dernier – c'est-à-dire le refus du Hamas de "reconnaître Israël" ou de "reconnaître l'existence d'Israël » ou de « reconnaître à Israël le droit d'exister".

Ces trois formulations ont été utilisées de façon interchangeable par les médias, les politiciens et même les diplomates, comme si elles signifiaient la même chose. Ce qui n'est pas le cas.

"Reconnaître Israël" ou n'importe quel autre Etat est un acte officiel légal/diplomatique par un Etat envers un autre Etat. Il est inapproprié – et même absurde – de parler d'un parti ou d'un mouvement politique, même appartenant à un Etat souverain, qui donnerait reconnaissance diplomatique à un Etat. Parler de la «reconnaissance d'Israël» par le Hamas est tout simplement nul, un raccourci trompeur qui sème la confusion sur la demande réelle qui est faite.

"Reconnaître l'existence d'Israël" n'est pas un non-sens logique et implique, à première vue, la reconnaissance manifeste d'un fait de la vie – comme la mort et les impôts. Pourtant, cette formulation comporte de sérieux problèmes pratiques. Quel Israël, à l'intérieur de quelles frontières, cela concerne-t-il ?

- Les 55% de la Palestine historique recommandés pour un Etat juif par l'Assemblée Générale des Nations Unies en 1947 ?

- Les 78% de la Palestine historique occupés par Israël en 1948 et considérés maintenant partout dans le monde comme « Israël », ou « territoire israélien » (« Israël proper » en anglais) ?

- Les 100% de la Palestine historique occupés par Israël depuis juin 1967 et montrés comme étant « Israël » sur les cartes des livres de classe israéliens ?

Israël n'a jamais défini ses propres frontières, puisque le faire le limiterait nécessairement. Cependant, si c'est tout cela qui était demandé au Hamas, il lui serait possible de reconnaître, comme un fait avéré, qu'un Etat d'Israël existe aujourd'hui à l'intérieur de quelques frontières spécifiées.

"Reconnaître à Israël le droit d'exister", la demande réelle, est d'un niveau totalement différent. Cette formulation

ne concerne pas des formalités diplomatiques ou une simple acceptation de réalités présentes. *Elle appelle un jugement moral.*

Il y a une différence ENORME entre « reconnaître l'existence d'Israël » et « reconnaître à Israël le droit d'exister ».

D'un point de vue palestinien, la différence est de même niveau que de demander à un Juif de reconnaître que l'Holocauste a eu lieu et lui demander de reconnaître qu'il était « juste » que l'Holocauste ait eu lieu – que l'Holocauste (ou, dans le cas des Palestiniens, la Nakba) était moralement justifié.

Demander aux Palestiniens de reconnaître « à Israël le droit d'exister », c'est demander à des gens qui ont été traités, depuis presque 60 ans, et continuent d'être traités, comme des sous-hommes de proclamer publiquement qu'ils SONT des sous-hommes – et, au moins implicitement, qu'ils méritent ce qui a été fait, et continue d'être fait contre eux.

Même les gouvernements US du 19ème siècle n'ont pas demandé aux Natifs américains survivants de proclamer publiquement la "justesse" de leur nettoyage ethnique par les Visages Pâles comme préalable à toute discussion sur la réserve dans laquelle ils seraient enfermés – sous blocus économique et menace de famine jusqu'à ce qu'ils perdent tout ce qui leur reste de fierté et concèdent ce point.

Certains croient que Yasser Arafat a accepté cette reconnaissance pour en finir avec la sauvagerie de la diabolisation et gagner le droit d'être sermonné directement par les Américains.

En fait, dans sa fameuse déclaration de Stockholm en 1988, il a accepté "le droit à Israël d'exister en paix et en sécurité".

Cette formulation, d'une manière significative, concerne les / conditions / de l'existence d'un Etat qui, de fait, existe. Elle n'implique pas la question existentielle de la "justesse" de la dépossession et de la dispersion du peuple palestinien de sa terre natale pour faire de la place à un autre peuple venu de l'étranger.

L'invention de la formulation "droit à Israël d'exister" et son utilisation comme excuse pour ne discuter avec aucun gouvernement palestinien qui défendrait les droits fondamentaux du peuple palestinien, est attribuée à Henry Kissinger, le grand maître ès-cynisme diplomatique.

On peut douter que les Etats qui continuent à utiliser cette formulation le fassent en pleine conscience de ce qu'elle sous-entend, moralement et psychologiquement, pour le peuple palestinien et dans le même but cynique – une sorte de barrage empêchant toute avancée vers la paix et la justice en Israël/Palestine et une manière de donner encore plus de temps à Israël pour créer des situations irréversibles et blâmer en même temps les Palestiniens pour leurs propres souffrances.

Cependant, de nombreux citoyens honnêtes et de bonne volonté peuvent se laisser tromper par la simplicité superficielle des mots « le droit à Israël d'exister » (et encore plus aisément par les deux autres raccourcis) et croire qu'ils constituent une demande raisonnable et évidente, et que le fait de refuser une telle demande raisonnable est certainement un signe de perversité (ou d'"idéologie terroriste") plutôt que la nécessité de se raccrocher au respect de soi-même et à la dignité comme des êtres humains à part entière, ce que ressentent profondément et comprennent parfaitement, du fond de leurs coeurs et de leurs esprits, des gens trompés depuis longtemps qu'on a dépouillés de presque tout ce qui fait que la vie vaut le coup d'être vécue.

Ceci est avéré par les sondages montrant que le pourcentage de Palestiniens qui approuvent la fermeté du Hamas et son refus de plier devant cette demande humiliante de l'ennemi, malgré l'intensité des souffrances et douleurs économiques infligées par le siège israélien et occidental, dépasse de façon significative le pourcentage de population qui a voté pour le Hamas en janvier dernier.

Il n'est peut-être pas trop tard pour que les esprits honnêtes de par le monde attirent l'attention sur le caractère déraisonnable – et même immoral - de cette demande et sur la formulation verbale qui la sous-tend, dont l'utilisation abusive a déjà causé tellement de souffrances et menace d'en causer encore bien d'autres.

[John V. Whitbeck](#)

John V. Whitbeck, avocat international, est l'auteur de "The World According to Whitbeck" ("Le monde selon Whitbeck)

jvwhitbeck@awalnet.net.sa

Source : [CounterPunch](#)

Traduction : MR pour ISM

Israel - 26-12-2006

2-3 Point de vue de Abed Charef : L'Irak en Palestine.

La nouvelle orientation de la politique israélienne : plutôt que d'utiliser sa force, avec des risques de pertes en vies humaines, Israël privilégie l'action politique qui amène l'ennemi à s'autodétruire.

La guerre civile risque de provoquer en Irak ce que l'occupation américaine n'a pas réussi à atteindre : détruire le pays. Et la Palestine risque de basculer vers la même situation.

Le Premier ministre israélien Yehud Olmert s'est découvert un nouvel ami. En recevant le chef du gouvernement britannique Tony Blair, lundi soir, Olmert a affirmé son soutien au chef de l'Autorité palestinienne, Mahmoud Abbas !

Oubliés, les meurtres au quotidien perpétrés par l'armée israélienne en Palestine. Oubliées, les attaques

meurtrières contre les civils, décimant des familles entières. Oubliée, la destruction de l'infrastructure palestinienne, qui a réduit les Territoires occupés en terre de désolation. Il ne reste plus que cette compassion du Premier ministre israélien envers un dirigeant palestinien « modéré », contesté par des « hordes » intégristes. Cet homme « modéré » est pourtant à la tête de l'Autorité palestinienne depuis le décès de Yasser Arafat. Il a fait preuve d'une telle modération que nombre de ses compagnons ont commencé à se demander comment ce dirigeant historique du Fatah a pu se transformer au point de demander moins que le minimum. Farouk Kaddoumi, un des derniers dirigeants historiques du Fatah encore en vie, l'a d'ailleurs vertement critiqué cette semaine, mettant en doute sa capacité à incarner les revendications palestiniennes. Mais la modération de Mahmoud Abbas n'a guère donné de résultats. Israël a maintenu son acharnement contre les Palestiniens, semant la mort et la désolation, réduisant les Territoires occupés en champs de ruines, détruisant l'infrastructure du pays et aggravant la déstructuration sociale d'un tissu meurtri par des décennies de guerres. Il n'y a, pourtant, guère de secret dans cette soudaine « sympathie » palestinienne pour Mahmoud Abbas. Le Premier ministre israélien s'adresse en premier lieu aux Occidentaux, auxquels il veut montrer qu'il est prêt à discuter avec un modéré, et même à « l'aider ». A contrario, ce sont les Palestiniens qui refusent d'être « aidés ». Dans le même temps, Yehud Olmert enfonce le dirigeant palestinien aux yeux de ses Palestiniens, le présentant comme l'homme d'Israël et des Etats-Unis, faisant le jeu du Hamas.

Mais au-delà de cet effet de propagande, les déclarations de Yehud Olmert révèlent la nouvelle orientation de la politique israélienne : plutôt que d'utiliser sa force, avec des risques de pertes en vies humaines, Israël privilégie l'action politique qui amène l'ennemi à s'autodétruire. Avec les conseils avisés des Etats-Unis, Israël est en train de transposer la situation irakienne en Palestine, en l'améliorant si possible. Ce changement montre la principale force d'Israël. Car plus que son armée, ou sa maîtrise de la technologie, la force d'Israël réside dans sa capacité à tirer les conclusions de ses expériences, en premier lieu de ses échecs, et d'utiliser au mieux les expériences des autres. Cela se vérifie encore une fois au Proche-Orient. Israël n'a pas réussi à détruire le Hezbollah, cet été. Il en a tiré une conclusion essentielle : il est inutile de s'engager dans des guerres qui nécessitent une forte intervention humaine. De l'expérience américaine en Irak, Israël a noté que l'occupation d'un pays provoque une puissante action de résistance, même si le régime antérieur était honni. Venir à bout de la résistance se révèle comme un objectif impossible à atteindre. Par contre, amener cet ennemi à se détruire est possible. Et c'est la principale piste que veut privilégier Israël, aussi bien au Liban qu'en Palestine.

Cet été, durant l'agression israélienne, le Hezbollah a réussi à préserver son organisation, et il en est même sorti renforcé. Par contre, enivré peut-être par ses succès (ce qui serait exceptionnel pour un parti islamiste), le parti de Hassan Nasrallah s'est lancé dans une bataille libanaise moins consensuelle, et qui risque de se révéler beaucoup plus périlleuse que l'agression israélienne. L'épreuve ne fait que commencer, et il ne suffit pas de montrer sa force pour gagner, dans un pays où les équilibres sont si précaires que le moindre souffle peut déstabiliser tout l'édifice.

En Palestine, Hamas et Fatah s'orientent vers l'affrontement. Même si elles évitent la guerre civile, les deux formations se sont laissées entraîner si loin dans une logique de compétition qu'il leur sera difficile de revenir vers ce qui les unit et qui constitue l'objet même de leur existence. Un fossé, difficile à combler, s'est creusé. Il risque de faire plus de mal que les opérations militaires israéliennes.

Les conditions de la lutte ne permettent guère aux Palestiniens d'avoir la lucidité nécessaire pour rectifier le tir. Mahmoud Abbas gère la situation au jour le jour, sans pouvoir influencer sur les événements. Le Premier ministre Mahmoud Hanyeh essaie encore d'allier ses positions dogmatiques avec une réalité dramatique. Et ce n'est pas un hasard si les initiatives les plus intéressantes viennent de ceux qui ne sont pas directement impliqués dans la confrontation inter-palestinienne : les prisonniers.

Ce tableau est largement suffisant pour provoquer le bonheur de Yehud Olmert, et le pousser à verser une larme sur le sort de Mahmoud Abbas. Celui-ci se trouve dans une position très difficile, dont il lui appartient de tirer les leçons. Comme Israël a tiré les leçons de ses échecs. En aura-t-il l'envergure ?

Abed Charef

Sources [Global Research](#)
Posté par Adriana Evangelizt

2-4 Point de vue de Khalid Amayreh : La scandaleuse ingérence US en Palestine.

Au moment où l'administration Bush est absolument incapable ou peu disposée à obtenir d'Israël-nazi d'enlever même un seul barrage routier en Cisjordanie, le gouvernement US semble vouloir alimenter à tout prix le feu de la guerre civile en Palestine.

Plus tôt cette semaine, la Secrétaire d'État Condoleezza Rice a dit qu'elle demandera au Congrès des « dizaines de millions de dollars pour renforcer la force de sécurité » du Président Mahmoud Abbas de l'Autorité Palestinienne.

Mais renforcer Abbas contre qui ? Contre Israël qui attaque sauvagement les palestiniens, occupe leur pays et viole gravement leurs droits humains, civils, politiques et nationaux ? Ou peut-être veulent-ils le renforcer de sorte qu'il puisse obliger Israël à démanteler le mur colossal qu'il a construit au cœur des centres de population palestiniens afin de voler toujours plus de leurs terres pour l'expansion de la colonisation juive ?

Hé bien, tout le monde sait pourquoi la mensongère administration US cherche à renforcer Abbas. Elle tente simplement de faire en Palestine ce qu'elle a fait en Irak, au Liban, en Somalie et en Afghanistan pour ne citer que quelques pays.

Les USA ne cherchent rien de moins qu'à déclencher la rage d'une guerre civile en Palestine afin de favoriser et de hâter les ambitions sionistes et, par là même, faire avorter les aspirations palestiniennes, la liberté et l'indépendance de l'impérialisme juif.

Il est infiniment déplorable (et honteux), en effet, que Abbas et sa clique de sycophantes et de parasites mettent leur confiance là où elle ne devrait pas être, à savoir dans l'administration Bush et dans cette Rice fourbe.

Quand se rendront-ils compte que les bourreaux des palestiniens sont les USA et pas le Hamas ?

Rice n'a-t-elle pas demandé à John Bolton il y a exactement deux semaines de mettre son veto sur une résolution du Conseil de Sécurité de l'ONU qui condamnait les massacres israéliens de Beit Hanoun ?

Est-ce que cette Rice sans cœur et sadique, n'a pas il y a seulement quelques semaines publiquement félicitée son homologue israélienne, Tsipi Livni, d'avoir réussi à pousser des centaines de milliers, probablement des millions, de palestiniens au bord de la famine ?

Et enfin, ces soi-disant chefs stupides n'ont-ils pas compris la signification de l'incessante demande teigneuse de Rice que Abbas et le Fatah ne se joignent pas dans un gouvernement d'unité nationale avec le Hamas ?

Mon Dieu, quand se rendront-ils compte que rien de bon ne pourra jamais venir des USA, l'empire du mal qui a tué plus d'un million d'enfants irakiens afin de punir un homme, Saddam Hussein. Et voyez simplement ce que les USA ont fait en Irak à la suite de leur invasion, l'occupation et la destruction de ce pays arabe ! !

Comme nous le savons, les USA ont proposé de soi-disant « initiatives de paix » dans le milieu des années 50, quand ils avaient classé les dirigeants et les gouvernements du Moyen-Orient Arabe et Musulman en extrémistes et en modérés.

Mais qu'ont obtenu des USA ces soi-disant « modérés » en retour de leur action mercenaire trahissant leur propre peuple ? Les administrations US successives ont-elles jamais réussi à obtenir d'Israël l'enlèvement d'un avant-poste de colonisation juive de notre terre, ou seulement l'arrêt de la démolition d'une maison palestinienne, ou même l'arrêt du déblaiement au bulldozer d'une oliveraie palestinienne ?

Si Abbas et les cohortes réalisent cela, pourquoi nous déchirent-ils le cœur avec le mirage étasunien ? Pourquoi sont-ils aussi aveugles et avancent-ils aussi obstinément vers ce même piège qui nous a fracassé les pieds et brisé le dos maintes et maintes fois ? Sont-ils si crédules, si stupides et si démoralisés qu'ils n'ont d'autre choix que d'être dupés encore et encore par le démon US ?

Les USA ne veulent pas la paix en Palestine, les USA, qui sont contrôlés des cornes aux sabots par les diaboliques lobbies sionistes, ne peuvent pas vraiment parvenir à la paix en Palestine. Les USA ont disposé de plus de cinquante ans pour réaliser la paix, même lorsque Israël était plus faible et le monde Arabe plus fort qu'ils le sont aujourd'hui. En bref, les USA font partie du problème et pas de la solution.

Je suis sûr qu'Abbas et compagnie comprennent cela au fond de leurs cœurs. Mais, si c'est le cas, pourquoi placent-ils tous leurs œufs dans le panier US ? N'ont-ils pas appris la leçon de l'expérience de Yasser Arafat avec les USA et Israël ?

Arafat a reconnu Israël, a abrogé la Charte Nationale Palestinienne, a baisé les mains de l'épouse de Yitzhak Rabin, et a établi des « cours de sécurité d'état » dans son état policier sans nation afin de punir au plus vite les « ennemis de la paix » avec Israël. Il a même ordonné que ces « ennemis de la paix » soient torturés et emprisonnés, tout cela pour obtenir un certificat de bonne conduite des criminels et des voleurs de Tel Aviv et de leurs sympathisants, leurs protecteurs et alliés de Washington.

Et qu'a-t-il reçu en échange de toute cette « bonne volonté » qui frisait l'hypocrisie et la flagornerie ? Ils l'ont assiégé dans son propre bureau de Ramallah pendant trois ans avant de le tuer à la fin avec du poison.

Je ne demande pas à Abbas de braver les USA, ou même Israël. Il est trop sainte nitouche et trop obséquieux pour le faire. Cependant, il doit au moins défendre fidèlement les palestiniens et refuser d'être aux ordres des USA en appelant aux dépens de notre cause immuable et de nos droits légitimes inaliénables.

Il doit résister et rejeter toutes ces interventions US dans les affaires internes palestiniennes, rejeter l'argent et les armes US que chacun sait être dans l'intention de mettre à feu la Palestine, un feu qui pourrait, à Dieu ne plaise, causer une guerre civile dans chaque ville palestinienne, dans chaque rue palestinienne, si ce n'est pas dans chaque clan et famille palestiniens.

Oui, M. Abbas. Les porte-parole du Département d'État de la Maison Blanche vous lougeraient bien comme il faut de « montrer des qualités de chef » et de « force » vis-à-vis du Hamas ? Mais que feriez-vous de toutes les éloges du monde si vous perdez votre peuple et tuez leur cause, tout en rendant Israël, l'occupant de notre patrimoine national et le bourreau de notre peuple, vraiment joyeux et fasciné par la satisfaction de voir le sang palestinien, beaucoup de sang palestinien, répandu par des mains palestiniennes.

3 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net

Ndlr : PS : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

3-1 Meron Benvenisti : Les temples de l'occupation.

A ce jour, pas un seul barrage n'a encore été retiré en Cisjordanie sur les dizaines de barrages qu'il avait été décidé d'enlever pour faire un « geste » à l'égard de Mahmoud Abbas.

Le projet de « *levée des barrages* » est repoussé, sous l'un ou l'autre prétexte, depuis quelques années déjà et, en attendant, leur nombre a augmenté. On peut supposer avec un bon niveau de certitude que cette nouvelle tentative visant à faciliter la vie des Palestiniens échouera elle aussi, tout comme les précédentes. Parce que le régime des barrages n'est pas l'affaire d'un geste insignifiant, marginal, ni une question de nombre dont la réduction serait susceptible d'indiquer un changement quelconque dans la situation existant dans les Territoires occupés. Les barrages constituent le pilier central du contrôle israélien sur la Cisjordanie et ils remplissent trois fonctions fondamentales : symbolique, géostratégique et sociopolitique. Dès lors, à celui qui ne leur reconnaîtrait qu'une signification tactique sécuritaire ou un lien de dépendance aux colonies, il manquerait l'essentiel.

De ce point de vue, les officiers de l'armée israélienne (qui sabotent toute tentative de lever des barrages) sont plus fidèles et dévoués aux conceptions de base d'Israël que le Premier Ministre et le Ministre de la Défense qui utilisent les barrages comme un moyen politique à court terme. Les centaines de barrages fixes ou mobiles, construits ou improvisés, blocs de béton ou barrières tournantes, monceaux de terre ou tranchées, sont tous conçus dans un même but : marquer qui a le pouvoir de contrôler la vie des Palestiniens.

De petits groupes de jeunes soldats font office d'agents d'une autorité qui force des centaines de milliers de personnes à se conformer à des lois arbitraires qui désorganisent leur vie au niveau le plus élémentaire. Ce contrôle est mis en œuvre, pour l'essentiel, sans qu'il soit besoin de recourir à la force mais en jouant sur la peur et l'inquiétude des Palestiniens.

Le mépris pour les Palestiniens et le recours à une mentalité de soumission ne se manifestent pas seulement par les barrages, mais aussi par les procédures de « *contrôle* » qui sont appliquées sans égard pour la dignité des Palestiniens ni leurs besoins. On attend d'eux qu'ils attendent, en file, en silence et dociles. Sinon, on les « *punit* ».

Les régimes coloniaux se sont toujours appuyés sur l'arrogance de soldats peu nombreux, qui administraient la vie de millions d'autochtones par un recours minime à la force et en se fiant à une « *dissuasion* » assurant un statut inférieur aux sujets placés sous leur autorité. Israël a perfectionné la méthode coloniale : au lieu que les forces d'occupation gèrent la vie des autochtones au niveau de l'existence quotidienne, dans leurs villes et leurs villages, elles imposent aux autochtones un contrôle indirect par enfermement dans des enclaves clôturées et en interférant avec la routine de leur vie. Le maître ne pénètre pas dans leur domaine, mais les autochtones sont obligés de l'implorer dans les temples de l'occupation – les barrages – et tant qu'ils se plient aux règles qui leur sont dictées, l'occupant sait que sa position est solide.

Les barrages servent de moyen géostratégique de premier ordre : institutionnalisant l'expropriation de l'espace physique et de l'infrastructure publique de Cisjordanie et leur cession à l'usage exclusif des Israéliens. La carte des centaines de barrages installés à l'intérieur des centres de population palestiniens dessine le partage physique de la Cisjordanie en territoires qui ont été annexés de fait – l'ouest de la clôture de séparation et la vallée du Jourdain coupée de ce qui l'entoure – et en dix enclaves palestiniennes, de Jénine au nord jusqu'au sud du mont Hébron.

Les monceaux de terre et les blocs de béton placés sans ordre apparent constituent en réalité tout un système géostratégique, et l'enlèvement de quelques tas de terre ou de fermetures de routes pourrait altérer un dispositif planifié avec tellement de méticulosité. Ceux qui croient que l'idéologie du Grand Israël a disparu, évanouie, feraient bien de comprendre que les barrages sont le symbole de l'expropriation des territoires de la Cisjordanie, sans annexion, en sus de la création de « *réserves* » palestiniennes.

La division géographique crée une réalité sociale et politique qui entraîne l'éclatement de la communauté palestinienne en sous-communautés faibles et pauvres, où ce qui domine c'est la coupure entre le centre et la périphérie, la dégénérescence des centres urbains et l'appauvrissement de l'espace villageois, la séparation des

familles, l'empêchement mis aux soins médicaux et aux centres d'enseignement – le tout avec l'espoir que ce blocus politique et social conduira à des problèmes démographiques et peut-être à un émigration.

Les planificateurs du régime des barrages ont voué d'importants efforts à l'élaboration du système et à sa mise en œuvre, mais ils semblent avoir mal évalué l'efficacité de leur méthode. La société palestinienne montre une cohésion et une capacité d'adaptation aux conditions de vie pénibles, impitoyables, qui lui sont imposées, et on ne voit pas de signes que les objectifs stratégiques programmés auraient été atteints. Les concepteurs des barrages ont dès lors l'impression qu'il leur faut en augmenter le nombre chaque année. Il y en a déjà 522, soit un barrage pour 3.500 Palestiniens.

Celui qui aspire sérieusement à ce qu'il soit mis un terme à cette marche folle – dont même la maigre utilité au plan sécuritaire est mise en doute et dont le préjudice est clair pour tout le monde – celui-là est tenu d'ordonner le démantèlement de tous les barrages qui ne sont pas situés à la frontière d'Israël souverain, et de ne pas se soumettre au maquignonnage que les officiers de l'armée tentent d'imposer.

Meron Benvenisti

Haaretz, 28 décembre 2006

www.haaretz.co.il/hasite/spages/806538.html

Version anglaise : *The temples of the occupation*

www.haaretz.com/hasen/spages/806575.html

source : <http://www.ism-france.org/news/article.php?id=5992&type=analyse>

(Traduction de l'hébreu : Michel Ghys)

3-2 Lettre du Parti communiste de Grèce à tous les députés du Parlement grec :

L'idéologie bourgeoise.

Cette semaine, le groupe parlementaire du Parti communiste de Grèce (KKE) a envoyé une lettre à tous les députés du Parlement grec sur les événements anti-communistes récents survenus en Europe et sur l'atmosphère qu'ils ont créée.

L'idéologie bourgeoise :

Actuellement les bourgeoisies qui appuient l'impérialisme US commencent à être effrayées devant le chaos qu'elles ont créé.

Elles pressent leurs gouvernements, leurs militaires, leurs médias, leurs intellectuels et leurs technocrates :

1) à faire la guerre militaire avec toujours plus d'intensité, de sauvagerie, avant que les peuples ne se rendent compte du chaos et ne se révoltent;

2) à faire la guerre idéologique : la bourgeoisie a à sa solde des mercenaires : idéologues, politiciens, politologues, éditorialistes, historiens.

La guerre idéologique consiste à faire croire aux peuples que le mouvement communiste est un mouvement terroriste, comme celui un mouvement fasciste de Mussolini, qui obéissait aux capitalistes italiens, ou comme celui du mouvement national-socialiste d'Hitler, qui obéissait aux capitalistes allemands, vaincus en 1918 et qui devaient étendre l'hégémonie allemande.

Hitler qualifié de terroriste les mouvements de la Résistance européenne, alors qu'il pratiquait le terrorisme d'État en Allemagne et dans les territoires envahis et occupés par le Troisième Reich.

Bush qualifie aujourd'hui de terroristes les mouvements qui résistent à l'impérialisme US alors qu'il pratique le terrorisme d'État, légalise la torture, révoque le droit à l'Habeas Corpus, truque les élections, bombarde et massacre des peuples entiers.

Partout à travers le monde, la bourgeoisie intellectuellement et moralement nulle, commence à se rendre compte, entre deux digestions et trois cocktails :

- que les peuples les plus pauvres de la terre, presque sans défenses, résistent héroïquement et avec toujours plus de détermination aux attaques des armées canadiennes, états-uniennes, britanniques, dotés d'un arsenal militaire digne des hordes de nazis qui déferlaient sur l'Europe, des tanks et des armes de plus en plus puissantes d'une troisième guerre mondiale en gestation;

- que terrorisés, les peuples se tournent vers le fondamentalisme religieux chrétien, juif, musulman, vers les positions les plus dures et les plus violentes qui soient pour se protéger;

- que les peuples du monde dénoncent les forces militaires d'invasion et d'occupation de leur propre pays, ont honte de leurs gouvernements de lâches qui terrorisent, torturent, bombardent des peuples entiers; qu'un jour les militaires, comme au Viêt-Nam, désertent ou tourneront leurs armes contre leurs propres généraux, que leurs familles commenceront à comprendre que l'impérialisme US veut occuper la région pour les siècles à venir et que

la bourgeoisie est assez stupide pour croire aux faux rapports militaires qui déclarent que nous sommes en train de gagner la guerre;

- que les peuples d'Amérique latine, malgré toutes les dictatures militaires fascistes installées par les USA et les secteurs réactionnaires de chaque pays après la grande frousse qu'ils ont eue en 1960, avec la victoire de la Révolution cubaine sur la dictature de Batista.

- que les peuples d'Amérique latine veulent se sortir de l'immense misère dans laquelle le capitalisme les a plongés, et continuent de se battre
- toujours plus conscients de la nécessité du socialisme,
- malgré les coups d'États fascistes, les renversements de gouvernements progressistes et populaires prêts à servir le peuple,
- malgré les milliers d'assassinés, d'emprisonnés, de torturés, de disparus,
- malgré le Plan Condor de concertation de toutes les polices du sous-continent sud-américain,
- malgré le terrorisme d'État (en Colombie, aux Philippines, en Haïti) les assassinats sélectifs de syndicalistes, de défenseurs des droits de la personnes, de journalistes objectifs et courageux, les massacres de populations par la violence des paramilitaires, des militaires et le silence de la justice, pour faire fuir (en Colombie 3 millions de paysans pauvres et d'indigènes chassés de leurs territoires) pour céder ces terres pétrolifères et riches en minerais aux transnationales, continuent de lutter et lutteront toujours jusqu'à l'avènement du socialisme et, ensuite, à l'avènement de la société sans classe.

Orestis Kolozof,

Lettre, signée par Orestis Kolozof, porte-parole du KKE au Parlement grec,
- Montréal Jeudi le 28 décembre 2006

3-3 L'ACI et l'aéroport de Tel Aviv.

Madame, Monsieur,

Les médias nous ont appris que l'aéroport Ben Gourion de Tel Aviv figurait en première place du classement des aéroports européens, dans un sondage que Airports Council International aurait réalisé auprès de clients voyageant en classe d'affaires. Nous découvrons grâce à vous qu'Israël se trouve en Europe. Qui l'eût cru ? Nous voilà mis en demeure de revoir nos notions de géographie élémentaire. Jusqu'à présent, nous savions Israël au Proche-Orient, et donc, faisant partie de l'Asie. Il vous faudra expliquer à nos enfants que s'il est parfois vrai que la foi déplace des montagnes, ACI , lui, déplace des continents. Et cela sans le moindre effort...

Bien à vous,

Nadine et Michel **Ghys**

5 Annexes

Ndlr : PS : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

5-1 Jimmy Carter : Palestine : la paix, pas l'apartheid.

Une vive polémique s'est développée aux États-Unis après la parution du livre de l'ancien président Carter, *Palestine : la paix, pas l'apartheid !*.

Répondant à ses détracteurs juifs, le politicien et prêcheur baptiste a circonscrit son propos.

Il a maintenu sa dénonciation de la situation dans les territoires occupés et a retiré ses critiques relatives au régime politique en Israël même.

À défaut de calmer l'AIPAC, ce compromis semble avoir satisfait l'électorat juif états-unien.

Au cours de ma récente tournée de dédicaces de mon livre, j'ai signé plus de 100 000 exemplaires, et j'ai été interviewé par plus de cent médias.

Le plus impressionnant fut pour moi ma rencontre avec les dirigeants du Consistoire de l'Agglomération de Phoenix, qui avaient annoncé, avant mon arrivée, qu'ils manifesteraient afin de protester contre mon ouvrage. Quand ils m'ont invité à les rencontrer, j'ai immédiatement accepté. Les six rabbins (trois hommes et trois femmes) et moi-même, nous fûmes les seules personnes présentes, à l'exception d'une équipe de cameramen sous la direction de Jonathan Demme, qui réalisait un documentaire sur moi et l' action du Carter Center.

M. Demme a indiqué alors qu'il y avait [dehors] un groupe tout aussi important de citoyens juifs, qui manifestaient leur soutien à mon livre, et [plus important] à l'exhortation à la paix dont il se veut le vecteur.

Nous avons tout d'abord débattu du traité de paix que j'ai négocié [personnellement] entre Israël et l'Égypte, en 1979, ainsi que de la Commission sur l'Holocauste, dont j'ai annoncé la création à l'occasion du trentième anniversaire de la création d'Israël. Cinq de mes interlocuteurs avaient lu la totalité de mon livre, et un autre ne l'avait lu qu'en partie. J'ai répondu à leurs questions sur le texte et sur son titre : *Palestine : la paix, pas l'apartheid !*. J'ai souligné, comme je l'avais d'ailleurs fait tout au long de ma tournée de dédicaces, que le livre porte sur les conditions et les événements dans les territoires palestiniens, et non en Israël, où existe une démocratie comportant toutes les libertés dont nous jouissons aux États-Unis, et où les Israéliens, juifs et arabes, se voient garantir les mêmes droits, en tant que citoyens.

Nous avons débattu du mot « apartheid », que j'ai défini comme la ségrégation forcée entre deux peuples vivant sur le même territoire, l'un d'entre eux dominant et persécutant l'autre. J'ai dit clairement dans le livre, et dans ma réponse à ces rabbins, que le système d'apartheid prévalant en Palestine n'est pas basé sur le racisme, mais sur la convoitise d'une minorité d'Israéliens pour les terres palestiniennes et sur la répression des protestations qui en résultent, et qui impliquent la violence. Mgr Tutu, Nelson Mandela et d'éminents Israéliens, dont l'ex-procureur de la République Ben Yair, qui a été en fonctions sous des Premiers ministres tant du Likoud que du Parti travailliste, ont utilisé et explicité cette qualification en des termes bien plus durs que moi, faisant observer que cette cruelle oppression est contraire aux préceptes de la religion juive ainsi qu'aux principes fondamentaux de l'État d'Israël. Ayant voyagé partout dans la Terre Sainte au cours des trente-trois années écoulées, en particulier dans les territoires occupés, je suis qualifié pour décrire la situation à partir de mes propres observations. De plus, le Carter Center a supervisé les élections palestiniennes de 1996, de 2005 et de 2006, ce qui exigeait un engagement intime et exhaustif avec des citoyens palestiniens : des candidats, des édiles publics et aussi les plus hauts dirigeants politiques israéliens, qui contrôlaient les checkpoints partout à l'intérieur de la Cisjordanie et de la bande de Gaza, et toutes les facettes du déroulement de ces élections à Jérusalem Est. J'ai dit très clairement que je n'ai jamais clamé que les juifs états-uniens contrôlèrent les médias, mais j'ai réitéré que le parti pris écrasant en faveur d'Israël a pour origine des chrétiens comme moi-même, à qui on a enseigné depuis l'enfance à honorer et à protéger le peuple élu de Dieu, duquel est issu notre sauveur, Jésus Christ.

Un facteur supplémentaire, en particulier dans l'arène politique, est la puissance influence de l'AIPAC, qui exerce sa mission légitime consistant à expliciter les politiques actuelles du gouvernement israélien, et à susciter un maximum de soutien dans notre pays.

Or, il n'y a aucune expression d'opposition à cela.

Je connais bien les actes d'extrême violence qui ont été perpétrés contre des civils innocents, et je comprends la peur qu'ont beaucoup d'Israéliens que les menaces contre leur sécurité et même contre leur existence, en tant que nation, restent présentes. J'ai redit ma condamnation catégorique de tous ces actes de terrorisme.

La question des propositions que je formule pour le Moyen-Orient m'ayant été posée, je les ai résumées par l'appel aux membres du Hamas et aux autres Palestiniens les exhortant à renoncer à la violence et à faire leur engagement pris par les nations arabes en 2002 : reconnaissance totale du droit d'Israël à se joignent à cet effort collectif.

Sincèrement

Jimmy Carter

Le pasteur baptiste Jimmy Carter est ancien président des États-Unis (1977-1981). Il a reçu le prix Nobel de la paix 2002 et préside le Carter Center à Atlanta.

Les articles de cet auteur

Traduction Marcel Charbonnier

Membre de Tlaxcala, le réseau de traducteurs pour la diversité linguistique (transtlaxcala@yahoo.com).